



Plan mercredi : quel bilan ? Faut-il s'engager ?

PAR FLORENT CONTASSOT

Le Plan mercredi, annoncé en 2017 peu après la parution du décret autorisant les communes à revenir à la semaine de quatre jours, propose « *des solutions et des financements pour faciliter l'organisation des accueils de loisirs de qualité* ». C'est un label qui souhaite créer « *un cadre de confiance pour les familles, les collectivités et leurs partenaires* ».

Sur le papier, le dispositif pouvait séduire mais, au final, peu de communes ont répondu à l'appel du ministère, depuis sa mise en application en 2018, et seuls 45 % des enfants sont potentiellement concernés par ces nouvelles activités. Pourquoi et quelles incidences a-t-il sur le quotidien des animateurs ? Voici des questions auxquelles ce dossier tente de répondre.

Le Plan mercredi existe depuis un peu plus d'un an. Pourtant, ce dispositif n'a pas suscité l'enthousiasme que le ministère espérait auprès des collectivités et des accueils de loisirs. Retour sur cette première année de mise en œuvre.

© Estelle Perdu



Le Plan mercredi cherche ses activités

Le Plan mercredi a été officiellement présenté le 20 juin 2018, avec l'ambition « *de construire un cadre de confiance pour les usagers et les organisateurs des accueils collectifs de mineurs le mercredi, visant un double objectif de qualité des activités proposées et de continuité éducative entre les temps scolaires et périscolaires* ». Annoncé en novembre 2017, il faisait clairement suite à la parution, le 27 juin de la même année, du décret autorisant les communes à revenir à la semaine scolaire de quatre jours ; il entérinait donc la fin de la réforme des rythmes éducatifs initiée en 2013.

On comprendra qu'il s'agissait là, pour le Gouvernement, de satisfaire un grand nombre d'élus qui n'avaient jamais accepté l'obligation de mettre en place de nouvelles activités périscolaires sur leur territoire, le corps enseignant qui souhaitait en grande majorité récupérer son mercredi libéré ainsi que les parents qui avaient dû trouver, contraints, de nouvelles solutions de garde. Pour autant, à travers le Plan mercredi, Jean-Michel Blanquer désirait également ne pas balayer tout le travail accompli durant la réforme des rythmes éducatifs, notamment la mise en place des projets éducatifs de territoire (PEDT) qui avait

demandé à de nombreux acteurs de terrain un investissement et un engagement conséquents. Le ministre de l'Éducation nationale l'avait même présenté comme tel : le Plan mercredi serait un dispositif « *intelligent avec une offre péri-éducative riche et de qualité* ». Ainsi, les élus et les professionnels de l'animation investis dans la réforme des rythmes éducatifs trouveraient là un cadre attrayant et souple pour prolonger et/ou enrichir les partenariats territoriaux, ou encore, les activités et les parcours éducatifs imaginés pendant les années précédentes.

Sur le papier, il y avait de quoi être séduit... « *Nous partageons l'enjeu du ministère de concerner le plus grand nombre d'enfants et de familles dans un accueil éducatif de qualité. L'intégration du Plan mercredi dans le projet éducatif territorial est de nature à rassembler à l'échelle de la commune, tous les acteurs éducatifs autour de projets partagés (l'école, les parents d'élèves, les associations, les collectivités locales, et les premiers concernés à savoir les enfants...)* », pouvait-on alors lire dans un communiqué de presse du 21 juin 2018 signé par les Francas, la Ligue de l'enseignement, le Réseau français des villes éducatrices (RFVE) et l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (Andev).

UN ESPOIR ÉCORNÉ

À la mi-juin 2019, on dénombrait 2 129 Plans mercredi validés : 4 167 communes disposant d'une école publique étaient couvertes par ce dispositif sur les 21 500 dénombrées sur le territoire, c'est-à-dire à peine 20 % des communes (majoritairement des grandes villes) qui concernent potentiellement 45 % des enfants scolarisés.

Soyons clair, le Gouvernement espérait un engouement plus important pour ce dispositif à l'environnement juridique « *plus clair et plus souple* » et proposant

Le Plan mercredi

Le portail du dispositif (planmercredi.education.gouv.fr) présente toutes les informations nécessaires à sa mise



en œuvre. Il est tout particulièrement intéressant de lire les différents axes de la charte de qualité. En effet, les arguments développés ne sont pas sans rappeler les objectifs de tout projet éducatif territorial. Alors, quelle est donc la différence entre le Plan mercredi et un Péd ?

un soutien financier. Les accueils de loisirs labellisés reçoivent en effet une bonification de la Prestation de service ordinaire (PSO ALSH) délivrée par les Caisses d'allocations familiales (Caf), une augmentation de 46 centimes par enfant et par heure pour les « *heures nouvelles* » assurées le mercredi faisant passer la PSO ALSH à 1 €. Ces chiffres extraits du rapport du Conseil d'orientation des politiques jeunesse (Coj) du 9 juillet 2019, chargé par le ministre de tirer un bilan du dispositif au terme de sa première année de mise en œuvre, sont sans appel : le Plan mercredi n'a pas trouvé sa cible. L'Association des maires de France (www.amf.asso.fr) avait pourtant tiré la sonnette d'alarme dès novembre 2018 lors de sa traditionnelle enquête sur les temps périscolaires. Nombre de maires interrogés avaient clairement affiché leurs réticences face à ce dispositif. Le Plan mercredi était majoritairement perçu par les collectivités dont les écoles étaient >>>



Ressources

Rendez-vous sur notre site www.jdanimation.fr (rubrique Infos, catégorie Ressources) pour découvrir une sélection de ressources sur le Plan mercredi.

>>> revenues aux quatre jours comme peu ou pas accessible (54 %), et encore plus par les communes de moins de 2 000 habitants (67 %). Une collectivité sur deux concernée par le retour aux quatre jours avait, par ailleurs, éprouvé des difficultés de mise en œuvre, en particulier liées à la communication tardive des modalités pratiques et des aides financières (63 %), mais aussi au financement (50 %) et au recrutement des intervenants extérieurs (26 %). Des communes rurales peu ou pas sensibles au Plan mercredi, ou encore, un soutien financier complexe à obtenir et ne concernant pas les accueils intégrés au sein d'un contrat enfance-jeunesse... laissaient présager, avant la rentrée scolaire 2019, des ajustements. Le Plan mercredi avait besoin d'un nouveau souffle.

INITIATIVES DE QUALITÉ

Au final, depuis septembre, toutes les heures nouvelles développées sur le temps du mercredi, quelle que soit l'organisation du temps scolaire (passage à quatre matinées ou maintien à cinq matinées), peuvent bénéficier de la prestation de service ALSH bonifiée. Comme il est dans les cartons de faire appel encore plus aux fédérations d'éducation populaire de manière à mieux accompagner les communes les moins outillées, ce sont de premiers pas, mais clairement, les professionnels de l'animation et les élus s'attendaient à une prise de position plus forte de la part du ministère (voir l'interview de Rozenn Merrien, p. 32).

Attention ! Ce faible engouement pour le Plan mercredi ne veut pas pour autant dire que rien ne se passe sur le terrain, que les équipes éducatives attendent un soutien ou l'aval du ministère pour mettre en œuvre des activités et des séjours. Il y a bien entendu des initiatives et des actions de qualité. Cette désaffection pointe simplement les problèmes récurrents qui



Malgré un faible engouement pour le Plan mercredi, les acteurs font preuve d'innovation sur le terrain.

agitent le secteur de l'animation depuis des décennies : la mise en place de temps de formation partagés entre les différents acteurs éducatifs reste un sujet très local, la qualification et les compétences éducatives des animateurs sont toujours en débat... et l'enfant, pourtant au cœur de ce projet éducatif, est rarement interrogé et réellement pris en compte. ▀

Le bilan de la première année



Le rapport du Conseil d'orientation des politiques jeunesse est téléchargeable sur bit.ly/pro20401. On s'attardera sur le chapitre deux, où la question de la formation initiale est très clairement évoquée. On y parle du bac professionnel « service de proximité et vie locale » proposant une formation initiale de niveau IV d'animateur, et dont la branche appelait à la rénovation depuis 1996. Une demande satisfaite depuis, avec la création durant l'été du bac professionnel « animation – enfance et personnes âgées » qui remplacera, à terme, son prédécesseur. Soulignons par ailleurs que les recommandations de la commission insistent sur l'importance de valoriser la dimension éducative des fonctions d'animation.

Malgré son impopularité, le Plan mercredi a eu une incidence sur le secteur de l'animation. Mais est-elle aussi importante qu'on le laisse penser et, surtout, comment les animateurs engagés dans le dispositif le perçoivent-ils ?



Plan mercredi : un plus ou un moins ?

Indubitablement, le Plan mercredi a impacté le secteur de l'animation et la vie de nombreux animateurs. De manière évidente puisqu'il représente pour beaucoup la fin de la réforme des rythmes éducatifs et, par là-même, la disparition de nombreux accueils collectifs de mineurs, suite à la décision par près de 80 % de communes de revenir à la semaine scolaire de quatre jours.

« La réforme des rythmes éducatifs a induit une forte augmentation de l'activité des accueils périscolaires (...) Le nombre de places ouvertes à des mineurs âgés de moins de 12 ans sur le temps périscolaire était en 2015-2016 de 2,6 millions contre 840 000 trois ans auparavant », remarquait en janvier 2018 l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

(Injep). Avant de préciser quelques mois plus tard : « Le nombre de communes concernées par un accueil de loisirs ou un accueil de jeunes sur leur territoire a fortement progressé pour passer de moins de 11 000 en 2009-2010 à 13 300 en 2016-2017. Au cours de l'année scolaire 2017-2018, suite à la possibilité offerte aux communes de revenir à la semaine d'école de quatre jours de classe, le nombre de communes concernées a diminué pour s'établir à 12 500. »

Il y a donc aujourd'hui moins d'accueils de loisirs et par extension, moins d'animateurs, mais est-ce une conséquence directe de la création du Plan mercredi ? Non, comme l'ont souligné la plupart des animateurs que nous avons interrogés, à l'instar de Ouaret Zekraoui, directeur délégué pour >>>

>>> la fédération Léo Lagrange de Thonon-les-Bains (voir p. 30). « J'isole toujours le Plan mercredi et la réforme des rythmes éducatifs. Déjà, parce que les temps concernés ne sont pas les mêmes : il y a d'un côté des heures purement périscolaires auxquelles tous les enfants avaient accès, et de l'autre côté, des heures extrascolaires accessibles sur inscription uniquement. Notre équipe ne fait jamais le lien entre ces dispositifs. La réforme des rythmes était par ailleurs principalement considérée comme un mode de garde par les familles. »

Il faut être clair, la disparition de nombreux accueils périscolaires et d'un nombre difficilement estimable d'animateurs est essentiellement due à la fin de la réforme des rythmes, « un plan social silencieux dont personne ne parle », pour reprendre les mots d'Éric Favey, président de la Ligue de l'enseignement. Et le Plan mercredi n'aurait pu les sauver. « À Thonon-les-Bains, nous parlons tout au plus de quelques nouvelles heures le mercredi après-midi, puisque les accueils étaient déjà ouverts le



matin pour les enfants des écoles privées. Nous touchons par exemple entre 750 et 850 enfants scolarisés en périscolaire, c'est-à-dire six fois plus que mercredi. »

Les statistiques de l'Injep

Les organisateurs des accueils collectifs de mineurs sont tenus de les déclarer auprès de l'autorité administrative (DDCS/DDCSPP), laquelle collecte à ce titre des informations relatives à l'organisation de ces accueils. Toutes ces données sont centralisées au sein du Système d'information relatif aux accueils collectifs de mineurs (Siam) et ces statistiques sont notamment exploitées par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep, www.injep.fr). C'est pourquoi nous vous invitons à régulièrement jeter un œil à la rubrique « publication » dans laquelle on trouve la publication « *Injep Analyses et Synthèses* » qui souvent illustre ces données.



NOUVEAU MERCREDI

Tous les professionnels du secteur s'accordent cependant sur le fait que le Plan mercredi sert avant tout à valoriser le travail des animateurs. De prime abord, cela peut paraître étonnant : en quoi de nouvelles heures d'activité peuvent-elles justifier de la qualité du travail des professionnels de l'animation ? « Le Plan mercredi a été présenté, c'est aussi une réalité sur le terrain, comme un temps complémentaire à l'école. Il a pour vocation de requalifier, de reclasser "l'ancien mercredi" et il oblige les animateurs à formaliser leurs postures sur les différents modes d'intervention propres à leurs publics », précise Sandra Maisonneuve, chargée de développement territorial pour les Francas de Loire-Atlantique. En cela, il structure l'action

éducative proposée le mercredi par les animateurs et les collectivités engagés dans le dispositif.

Comme le confirme Ouaret Zekraoui, « le label Plan mercredi ne s'obtient pas sur simple demande. Il y a un cahier des charges et un référentiel pédagogique précis à respecter. L'équipe d'animation doit donc faire montre d'engagement et, bien souvent, ce label vient récompenser un travail amorcé quelques années auparavant, lors de la rédaction et de la mise en place du Pedt. La réforme des rythmes a prouvé que les animateurs étaient aussi des acteurs éducatifs, de même qu'elle a créé une certaine habitude aux activités socio-éducatives... et ce dispositif étend maintenant cette idée au mercredi. La grande majorité des familles ne connaît pas le nom de ce plan, mais elles savent que nous proposons à leurs enfants d'autres activités sportives, culturelles, citoyennes, artistiques... Des activités qui sont structurées et appréciées, et c'est très positif ».

UN TRAVAIL VALORISÉ

Cette valorisation de l'action éducative n'est pas à prendre à la légère puisque c'est la principale motivation des équipes d'animation engagées dans le Plan mercredi. « Les axes pédagogiques développés par ce dispositif sont les mêmes qu'un Pedt. Et la bonification de la Prestation de service ordinaire (PSO) représente pour nous à peine 200-300 euros par journée pour 150 enfants... C'est peut-être une somme à l'année, mais elle reste bien faible si on la compare au coût véritable d'une journée. Il y a une part de symbolique, sans nul doute, mais nous percevons la labellisation comme une reconnaissance », poursuit Ouaret Zekraoui. Le Plan mercredi valorise le travail des animateurs engagés dans le dispositif mais il ne faut pas pour autant que ce nouvel outil occulte les réalités oubliées du secteur et les avancées réclamées depuis

des années par les professionnels. À quand des formations nationales et communes avec les autres acteurs éducatifs, des temps et pourquoi pas des espaces dédiés à la coordination... La sécurisation du parcours professionnel est en cours, mais il y a encore beaucoup à faire. Comme se pose régulièrement la question de la fameuse « ambition éducative » revendiquée par le ministère, notamment depuis que les taux d'encadrement ont encore été diminués dans le cadre du Plan mercredi.

PARTAGE D'EXPÉRIENCES

Il faudrait également, et c'est une demande récurrente des professionnels, développer une plate-forme pour faire connaître les actions de terrain, les initiatives éducatives qui portent leurs fruits, comme le confirme Ouaret Zekraoui : « Il n'y a pas de communication nationale, on ne sait pas qui fait quoi et comment... On communique bien, on présente un parcours éducatif ou une action en interne ou via une fédération, mais les autres accueils n'ont pas tous la possibilité de découvrir notre dispositif. C'est dommage parce que ces partages et ces échanges sont un moteur pour tous. » ▶

La labellisation « Plan mercredi » obéit à un cahier des charges. Elle demande donc aux équipes d'animateurs de construire des parcours d'activités et de formaliser leurs postures éducatives.





© DR

Astrid Baud-Roche

Adjointe au maire de Thonon-les-Bains

Astrid Baud-Roche, adjointe au maire de Thonon-les-Bains en charge de l'éducation, s'est investie dans la réforme des rythmes éducatifs. Néanmoins, en 2018, les parents, les enseignants... de cette commune de Haute-Savoie ont souhaité revenir à quatre jours. Le travail éducatif accompli n'a pas pour autant été oublié et l'équipe éducative s'est engagée dans la mise en place d'un Plan mercredi.

« Une reconnaissance pour les animateurs. »

Le Journal de l'Animation : En décembre 2017, la communauté éducative de Thonon s'est à plus de 80 % prononcée en faveur du retour de la semaine de quatre jours. Cependant, vous n'avez pas considéré ce plébiscite comme une fin de non-recevoir...

Astrid Baud-Roche : Nous avons toujours mené, depuis la mise en place de la réforme des rythmes en 2014, des consultations auprès de la communauté éducative au sens large : animateurs, enseignants, parents, personnels municipaux... Nous avons donc toujours su que cette réforme était mal vécue parce que subie par les parents et les enseignants. Toutefois, nous avons amorcé de nombreux changements pour le bien-être de l'enfant et ce travail n'avait pas à être perdu. Nous avons ainsi maintenu nos échanges trimestriels avec nos différents partenaires... avec, comme objectif, de poursuivre et d'enrichir les actions éducatives mises en place.

JDA : Respecter les besoins de l'enfant, lui offrir un cadre éducatif adapté à son rythme... ont toujours été des priorités ?

Astrid Baud-Roche : C'est le fondement de l'action que nous menons depuis 2014. Par exemple, j'ai fait en sorte que les centres de loisirs situés dans des écoles, dont deux situés en hypercentre, soient transportés en périphérie près d'équipements sportifs, de lieux patrimoniaux... et surtout de la nature.

Avec la réforme des rythmes, nous sommes passés de la garderie à des activités éducatives, structurées par la fédération Léo Lagrange, tout en laissant aux enfants la possibilité de respirer. J'ai instauré un droit de « buller » dans un espace à part entière afin qu'ils puissent ne rien faire, lire ou se reposer. Nous sommes également passés pendant cette période de 3 à 9 tranches de quotient familial. Toute cette dynamique ne pouvait pas se perdre !

Propos
recueillis
par Florent
Contassot

JDA : Le Plan mercredi est ainsi apparu comme une alternative intéressante ?

Astrid Baud-Roche : La vraie question a plutôt été : « Si je mets en place le Plan mercredi, est-ce que cela changera le mode de garde des parents, est-ce que les activités proposées les inciteront à mettre leurs enfants en accueil de loisirs ? » Même si, dans la réalité, cela se confirme lors de chaque consultation, la qualité des activités n'est jamais une priorité... Toutefois, on sait aujourd'hui, et c'est une grande réussite, que nous sommes parvenus à mêler toutes les catégories socioprofessionnelles, que la mixité au sein de nos accueils de loisirs est une réalité. Le Plan mercredi est aussi une reconnaissance du travail accompli par les animateurs, il valorise leur investissement et leur engagement. Les activités à Thonon-les-Bains sont encadrées par des animateurs compétents et la qualité pédagogique de leurs activités est reconnue. C'est motivant.

JDA : Quelles activités sont proposées ?

Astrid Baud-Roche : J'ai toujours souhaité que le mercredi soit une journée semblable à ce que les enfants pourraient vivre pendant les vacances. Ainsi, une fois toutes les six semaines, on les invite à aller à la piscine ou à la neige, à découvrir un site patrimonial... tout bonnement, à effectuer une sortie éducative comme si c'était les vacances, de vivre de bons moments sur des sites qu'ils n'ont pas nécessairement l'habitude de fréquenter avec leurs parents. Au-delà de ces sorties, tout un programme thématique d'activités est préparé, pour chaque période scolaire et pour chacun des trois sites. On laisse carte blanche à la Fédération Léo Lagrange, selon un cahier des charges que nous avons établi ⁽¹⁾. Depuis un an, leurs bureaux sont situés dans nos locaux et c'est un choix logistique que je conseille à tous. Cela favorise les interactions et

permet de rectifier le tir rapidement lorsqu'une difficulté se profile.

JDA : Comment se construit la journée en périscolaire d'un enfant à Thonon ?

Astrid Baud-Roche : Nous avons acté le droit de ne rien faire en demandant aux animateurs de veiller à ce que les enfants qui souhaitent le calme se sentent bien. Nous proposons également une éducation au goût lors des goûters qui sont bio depuis l'année dernière. Il y a derrière une réelle volonté éducative et c'est un temps d'échanges entre les animateurs et les enfants. Nous avons mis en place des cycles d'activités thématiques, le mardi et le vendredi, et des activités récréatives et ludiques en autonomie ou en petits groupes. Nous sommes attentifs à la qualité des activités et au bien-être des enfants tant sur les temps péri qu'extrascolaires.

JDA : Vous organisez des « instants débats », quel en est le principe ?

Astrid Baud-Roche : Les instants débats ont lieu une fois par trimestre et nous invitons à se réunir, à ce moment-là, tous les acteurs engagés dans les dispositifs Pedt et Plan mercredi. Quelques semaines plus tôt, nous envoyons un mail aux parents et leur demandons quels thèmes ils aimeraient que l'on traite. On en sélectionne deux-trois et on en discute lors de cet instant débat. Lors de la dernière réunion, nous avons, par exemple, évoqué la lutte antigaspi et le harcèlement... Et ce dernier va devenir le fil rouge de l'année à venir. Je me rends aussi, une fois par trimestre, dans toutes les écoles de la ville. Je peux ainsi discuter avec des parents qu'on n'arrive pas habituellement à toucher. Je pense sincèrement qu'il faut toujours partir du bas et remonter et travailler les remarques et les idées qu'on nous suggère. ■



© Ville de Thonon-les-Bains

À Thonon-les-Bains, on propose aux enfants des temps d'activités réfléchis et liés à des objectifs pédagogiques précis.



© Ville de Thonon-les-Bains

(1) leolagrange-thonon.fr



© DR

Rozenn Merrien

Présidente de l'Andev

Rozenn Merrien est directrice de l'Enfance pour la Ville de Saint-Denis (93) et présidente de l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (Andev, www.andev.fr). Elle nous livre ici son sentiment sur le Plan mercredi, sur les faiblesses de ce dispositif et sur les besoins du secteur de l'animation.

« Soutenir les collectivités les moins outillées. »

Le Journal de l'Animation : Seulement quelque 2 100 Plans mercredi étaient validés en juin dernier... La tendance a-t-elle changé ?

Rozenn Merrien : Je ne suis pas sûre que la tendance ait changé. Comme l'a souligné le rapport du Conseil d'orientation des politiques jeunesse, les plus de 4 000 communes couvertes en juin dernier par un Plan mercredi étaient issues des strates moyennes et supérieures. De même, le milieu rural était peu représenté... Ce dernier point est même l'un des grands enjeux à venir du ministère, à savoir amener les petites communes, celles qui sont le moins outillées, à investir ce dispositif.

Ce petit nombre de communes et de collectivités engagées dans le Plan mercredi est en partie dû aux délais. Beaucoup d'entre elles n'ont pas eu le temps de s'inscrire avant la date butoir qui était fixée en décembre 2018. Elles n'ont eu que quelques mois pour écrire leur projet, mobiliser les partenaires territoriaux

ainsi qu'adosser le Plan mercredi à leur projet éducatif de territoire. Seules les collectivités disposant d'une ingénierie solide et possédant une véritable culture partenariale ont été en mesure de le faire.

JDA : N'y a-t-il pas d'autres raisons qui expliquent ce faible engouement ?

Rozenn Merrien : Beaucoup d'élus cherchent l'utilité de ce dispositif. Les principaux axes de la charte de qualité du dispositif sont déjà mentionnés dans un projet éducatif de territoire : l'articulation des activités périscolaires avec les enseignements, la qualité des activités, l'ancrage du projet dans le territoire... même l'accessibilité et l'inclusion de tous les enfants se retrouvent dans presque tous les Pedt. Le Plan mercredi ne constitue donc pas un apport fondamental. Le financement aurait pu être incitatif, mais il n'a pas répondu aux attentes. Déjà, nous avons longtemps été dans l'incertitude et dans le flou : les modalités de financement n'ont été assurées qu'en

novembre et, ne sont pas à la hauteur de l'ambition visée par le dispositif. Les aides, bien en deçà de celles proposées lors de la réforme des rythmes, ne concernent que les nouvelles heures d'activités créées pour de nouveaux enfants... En général, il est impossible d'en bénéficier ou alors ces aides représentent un gain minime. Le passage à la semaine de quatre jours et demi avait mené à une augmentation de la fréquentation des structures de loisirs. Depuis le retour aux quatre jours, on enregistre une baisse significative de la fréquentation.

La mise en place du Plan mercredi représente même une perte d'argent pour beaucoup. En effet, malgré la disparition du fonds de soutien, les communes ayant opté pour le retour à quatre jours ne se sont pas désengagées, notamment sur les territoires où il y a eu un véritable effort éducatif. On a souvent choisi de poursuivre la dynamique éducative engagée et de conserver une grande part de ces nouvelles activités périscolaires.

JDA : Pourquoi des collectivités ont mis en œuvre un Plan mercredi ?

Rozenn Merrien : Le Plan mercredi est une annexe du Pedt qui, rappelons-le, mobilise un territoire et qui concrétise une ambition éducative partagée. Il confirme cette ambition en proposant d'autres activités de qualité et surtout, ce point n'est pas à négliger, il œuvre pour la reconnaissance des métiers de l'animation et des animateurs comme des acteurs éducatifs à part entière. On peut percevoir le retour à la semaine de quatre jours comme un retour en arrière. Par exemple, les taux d'encadrement ont été assouplis dans le cadre du dispositif, mais il faut savoir que toutes les communes ne les appliquent pas et que certaines sont restées sur les anciens taux. Ainsi, elles s'engagent et se positionnent en réaction à l'État. Ces dernières années, il

y a eu un réel travail éducatif d'accompli et les animateurs y ont contribué. C'est pourquoi les collectivités ont intérêt à valoriser ces professionnels, à leur donner des moyens et à reconnaître la qualité de leurs actions.

JDA : Comment donner au Plan mercredi sa véritable dimension ?

Rozenn Merrien : Il faudrait soutenir les collectivités les moins outillées, par exemple, en s'appuyant sur les fédérations d'éducation populaire. C'est d'ailleurs ce qu'envisage le ministère... Ensuite, il faudrait que les conditions de financement soient à la hauteur des ambitions du Plan. C'est un point non négligeable. De manière plus globale, je note surtout que de nombreux autres points en lien avec le Pedt n'ont pas avancé, comme la mise en place de temps de travail ou de formation partagés entre les différents acteurs éducatifs. Il en existe, mais, hormis dans le cas des enseignants et des Atsem, ils sont toujours initiés et organisés au niveau local. Il faudrait impulser des formations au niveau national qui mêleraient enseignants et animateurs autour de thématiques éducatives communes. Ensuite, il y a le sujet de la formation initiale des animateurs. Il serait opportun de proposer dès la fin de la classe de troisième un tronc commun aux jeunes qui ont envie de travailler dans le secteur de l'animation, afin qu'ils acquièrent les valeurs et les compétences inhérentes au métier. À l'heure actuelle, on pousse ces jeunes à suivre le cursus classique avant de les inviter après le bac à passer un Bpjeps si, bien entendu, ils parviennent à trouver un financement. Il faut voir le Plan mercredi comme une réaffirmation des ambitions éducatives d'un territoire et un pas vers l'avenir. Et, lorsque Jean-Michel Blanquer l'avait présenté, nous l'avions bel et bien considéré comme une touche d'espoir... ▶



Les principaux axes de la chartre de qualité du Plan mercredi sont très semblables à ceux d'un Pedt, ce qui explique que de nombreux élus ne voient pas l'intérêt de le mettre en place.

Propos recueillis par Florent Contassot